



---

**SERVICE TECHNIQUE DE L'IMMOBILIER**  
60, rue du Plat d'Etain - BP 12050 - 37201 TOURS Cedex

---

**Marchés publics de prestations intellectuelles**

---

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Accord-cadre portant sur des missions de  
Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé  
sur des opérations sur le patrimoine de l'Université de Tours**

**Sur la période  
2025-2028**

## **Sommaire**

<b>2.1. PRESCRIPTIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
<b>2.1.1. Objet du Marché .....</b>	<b>3</b>
<b>2.1.2. Obligations des contractants .....</b>	<b>3</b>
2.1.2.1. Titulaire .....	3
2.1.2.2. Maîtrise d’ouvrage (MOA) .....	3
2.1.2.3. Maîtrise d’œuvre (MOE) .....	4
<b>2.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....</b>	<b>4</b>
<b>2.2.1. Domaine d’intervention .....</b>	<b>4</b>
<b>2.2.2. Modalités générales .....</b>	<b>4</b>
2.2.2.1. Obligations .....	4
2.2.2.2. Compétences du coordonnateur SPS .....	4
2.2.2.3. Elément de missions .....	5
2.2.2.4. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	5
<b>2.2.3. Autorité du coordonnateur SPS .....</b>	<b>5</b>
<b>2.2.4. Dossier d’Intervention Ulérieure sur l’Ouvrage (DIUO).....</b>	<b>5</b>
<b>2.2.5. Plans de Prévention des Risques (PPR).....</b>	<b>6</b>
<b>2.2.6. Production et diffusion des documents.....</b>	<b>6</b>

## **LOT 2 : COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

### **2.1.Prescriptions générales**

#### **2.1.1. Objet du Marché**

L'Université de Tours souhaite disposer d'un accord-cadre de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour toutes les opérations sur son patrimoine immobilier dont le montant des travaux sera inférieur à 350 000 € HT.

L'activité de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est soumise à agrément. Les coordonnateurs SPS doivent agir avec impartialité et n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à leur indépendance avec les personnes, organismes, sociétés ou entreprises qui exercent une activité de conception, d'exécution ou d'expertise dans le domaine de la construction.

Aux termes du présent accord-cadre, le « coordonnateurs SPS » désigne la personne physique chargée de l'exécution des prestations.

La liste du patrimoine immobilier de l'université est donnée dans l'annexe 1.

#### **2.1.2. Obligations des contractants**

##### **2.1.2.1. Titulaire**

Le titulaire communiquera, en annexe du cadre de réponse technique joint à la remise de prix, les CV et attestations de formations des différents spécialistes susceptibles d'intervenir sur les opérations de l'Université.

En cas de nouvel intervenant susceptible d'intervenir sur les opérations de l'Université, le titulaire devra, avant toute intervention de sa part, en aviser la maîtrise d'ouvrage et attendre sa validation par décision écrite.

Dans le cadre de ses missions, le titulaire devra fournir tous les documents exigés par la nature de la mission dans les délais impartis dans le présent CCTP.

Le titulaire devra prendre en compte les évolutions de la réglementation et les principes de préventions à venir.

##### **2.1.2.2. Maîtrise d'ouvrage (MOA)**

Pour chaque bon de commande, la maîtrise d'ouvrage communiquera au titulaire :

- Un document descriptif (annexe 3) de l'opération et détaillant les attendus spécifiques du titulaire ;
- Avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Éléments Avant-Projet » et « Éléments Projet » ;
- L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- L'ensemble des marchés de travaux et agrément de sous-traitance ;
- Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- Les calendriers d'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée de réserves ;
- L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Par les différents co-contractants du maître d'ouvrage, la liste à jour des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- Et tout documents que le titulaire jugera nécessaire à la bonne exécution de sa mission.

Le maître d'ouvrage prendra également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur SPS de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre auxquelles. Il sera systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée et sera destinataire des comptes rendus de ces réunions.

Il prendra également toutes dispositions pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

- Les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leurs intégrations dans le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

Si le coordonnateur SPS n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de les demander au maître d'ouvrage.

#### **2.1.2.3. Maîtrise d'œuvre (MOE)**

Les missions de maîtrise d'œuvre seront assurées en interne par le Service Technique de l'Immobilier de l'Université de Tours ou par une société prestataire et seront décrites dans l'annexe 3, remise au titulaire lors de la réalisation du bon de commande.

## **2.2. Prescriptions particulières**

### **2.2.1. Domaine d'intervention**

Les opérations à traiter concerneront des travaux de bâtiment et de génie civil essentiellement classées 3<sup>ème</sup> catégorie. Il peut arriver plus rarement que certaines opérations soient classées 2<sup>ème</sup> catégorie.

### **2.2.2. Modalités générales**

#### **2.2.2.1. Obligations**

Le coordonnateur SPS s'assurera dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, de la coopération des différents intervenants dans l'acte de construire et avertira sans tarder le maître de l'ouvrage de toutes difficultés rencontrées dans l'accomplissement de sa mission.

Il sera associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, et aura en particulier accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre.

Il sera destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci.

Afin de faire appliquer les mesures qu'il jugera utiles dans le cadre de ses missions, le coordonnateur informera le maître d'œuvre et les entreprises en s'adressant directement à leur représentant :

- A l'occasion des réunions de chantier ;
- Par courrier avec copie au maître d'ouvrage ;
- Par courriel avec confirmation par courrier et copie au maître d'ouvrage.

Il transmettra au maître de l'ouvrage toutes observations et proposera toutes mesures qu'il estimera nécessaires au respect des règles de sécurité et de protection de la santé.

#### **2.2.2.2. Compétences du coordonnateur SPS**

La mission de coordination SPS sera confiée à une personne physique compétente ou une personne morale qui peut affecter à la fonction de coordonnateur une personne physique compétente.

Les différentes missions du coordonnateur SPS sont définies par les articles R4511-1 à R4541-1 et les décrets associés, complétés et précisés dans le présent CCTP ; la réglementation applicable étant les normes en vigueur au moment de la consultation.

#### *2.2.2.3. Élément de missions*

Les éléments de mission sont regroupés comme suit :

- Ouverture et tenue du Registre-journal de coordination – à créer **dès le début de l'opération** ;
- Avis sur étude de conception – à remettre à la MOA et à la MOE dans un **délai d'une semaine** à compter de la réception de l'étude ;
- Prise en compte des interférences avec les activités de proximité ;
- Élaboration et application du PGC – à remettre à la MOA et à la MOE dans un **délai d'une semaine** à compter de la réception du PRO ;
- Rédaction d'une déclaration préalable de coordination SPS – à remettre à la MOA et à la MOE dans un **délai d'une semaine** à compter de la publication du DCE ;
- Visites préalables et inspections communes, avec rédaction de comptes-rendus – à remettre à la MOA, à la MOE et aux entreprises dans un **délai de 48 heures** à compter de la visite ;
- Coordination de l'activité des entreprises sur le chantier ;
- Examen et harmonisation des PPSPS – avis à remettre à la MOA, à la MOE et aux entreprises dans un **délai de 48 heures** à compter de la réception du PPSPS ;
- Mise en œuvre des principes généraux de prévention ;
- Contrôle de l'accès au chantier ;
- Visite de chantier et rédaction de comptes-rendus – à remettre à la MOA, à la MOE et aux entreprises dans un **délai de 24 heures** à compter de la visite ;
- Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) – à remettre à la MOA et à la MOE dans un **délai de deux semaines** à compter de la réalisation des OPR.

#### *2.2.2.4. Moyens donnés au coordonnateur SPS*

Le coordonnateur SPS aura libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- Au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

### **2.2.3. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il sera fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le Registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants de l'opération est soumis au maître d'ouvrage.

### **2.2.4. Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)**

Au fur et à mesure du déroulement des phases de conception, d'étude et d'élaboration du projet, puis de la réalisation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage fera établir et compléter par le coordonnateur un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieure.

Le DIUO prévu rassemblera, sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage, ainsi que le dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante.

Le DIUO sera constitué dès la phase de conception de l'ouvrage par le coordonnateur SPS qui en a la responsabilité et transmis au coordonnateur chargé de la phase de réalisation des travaux lorsque celui-ci est différent. Cette transmission fera l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

#### **2.2.5. Plans de Prévention des Risques (PPR)**

Pour certaines opérations, la maîtrise d'ouvrage pourra ne demander qu'à être accompagnée dans la rédaction d'un PPR.

Le PPR est un document qui reprend l'ensemble des risques et actions de prévention dus à la coactivité entre une entreprise extérieure et une entreprise utilisatrice.

Lorsqu'une entreprise extérieure prévoit de faire une intervention au sein d'une entreprise utilisatrice, les employeurs doivent procéder à une inspection commune préalable des lieux de travail qui permet une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels.

Durant l'inspection, le responsable de l'entreprise utilisatrice doit :

- Délimiter l'intervention des entreprises extérieures ;
- Identifier les dangers ;
- Indiquer les voies de circulation que peuvent emprunter les travailleurs des entreprises extérieures ;
- Indiquer les voies d'accès aux locaux et aux installations à l'usage des entreprises extérieures (sanitaires, vestiaires collectifs, locaux de restauration).

Le PPR contient de nombreuses informations concernant les mesures de prévention prévues à la suite de l'inspection. Ces mesures dépendent de facteurs tels que la nature de l'activité, le nombre d'entreprises intervenant en même temps, les travaux à effectuer, etc.

#### **2.2.6. Production et diffusion des documents**

Le coordonnateur SPS remettra à chaque intervenant de l'opération les documents nécessaires pour la réalisation de sa mission (MOE, OPC, CT, entreprises, etc.).

Tous les documents devront être transmis par courrier électronique, mais devront également être consultables en ligne (exemple : SharePoint).